

Consultation des jeunes des établissements d'enseignement agricole

**relative au projet de pacte et de loi
d'orientation et d'avenir agricoles**

Note de synthèse

Juin 2023

La méthodologie

L'enquête relative au projet de pacte et de loi d'orientation et d'avenir agricoles (PLOA) a été réalisée entre avril et mai 2023 au sein d'un échantillon d'établissements de l'enseignement technique agricole public et privé (France métropolitaine et d'Outre-mer).

Elle a été adressée aux élèves, étudiants, apprentis et aux stagiaires de la formation professionnelle continue préparant un diplôme professionnel des secteurs de la production et de la transformation alimentaire.

Elle aborde quatre thématiques : l'orientation, le projet professionnel des apprenants, l'avenir professionnel des apprenants dans un contexte de dérèglement climatique et la satisfaction des apprenants vis-à-vis de leur formation.

La collecte auprès des apprenants a été confiée aux établissements. Dans la mesure du possible, des séances collectives en groupe (ou demi-groupe) classe ont été organisées.

Au total, 37 établissements sur les 66 prévus dans l'échantillon ont réalisé l'enquête. Parmi eux 17 sont des établissements publics, 15 sont des maisons familiales et rurales, quatre sont des établissements affiliés au Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP) et un à l'Union nationale rurale d'éducation et promotion (UNREP).

Le taux de réponse des apprenants s'élève à 28,1 % soit 2 550 répondants qui ont répondu sur 9 066 échantillonnés.

La mise en œuvre de cette enquête, de la collecte des données jusqu'à la rédaction du présent rapport, a été réalisée par L'institut Agro Dijon.

Les résultats

39 % des répondants n'ont pas de membre de leur famille ou de leur entourage ayant une exploitation agricole et 61 % ont au moins une personne de leur famille ou de leur entourage propriétaire d'une exploitation agricole.

L'orientation

65 % des apprenants (toutes voies de formation confondues) se sont orientés dans une formation préparant à un métier agricole (ou de la transformation alimentaire) avant tout par **goût du métier** et du secteur professionnel (dont 47 % qui ont choisi cette raison en premier lieu). La seconde motivation à s'orienter dans une formation préparant à un métier agricole ou de la transformation alimentaire est le souhait d'exercer **un travail qui contribue à la production d'une alimentation de qualité**, raison citée par 30 % des apprenants.

La moitié des répondants ont entendu parler de sa formation par un ou des membre(s) de leur famille. Les deux modalités les plus utilisées par les apprenants pour s'informer sur leur formation sont les journées portes ouvertes et les sites Internet des établissements.

La dimension professionnelle de la formation (stages, travaux pratiques, partenariats avec les professionnels ...) est appréciée par 54 % des apprenants suivie de la **taille humaine de l'établissement** qu'ils fréquentent (29 % des apprenants) et de la proximité entre apprenants et adultes (28 %).

Le projet professionnel des apprenants

À l'issue de leur formation, 45 % des apprenants souhaitent poursuivre leurs études quand 39 % souhaitent travailler. Les apprenants du secteur de la transformation sont plus nombreux à souhaiter poursuivre leur études (61 %) par rapport à ceux du secteur de la production (43 %).

Parmi les apprenants préparant un diplôme de la production, **68 % souhaitent s'installer en tant que responsable d'entreprise agricole ou viticole, dont près de la moitié dans le cadre d'une exploitation familiale**. 10 % envisagent leur installation très rapidement après leur formation (moins d'un an) et d'autres à moyen (entre un et trois ans) ou long terme (plus de trois ans), respectivement 22 % et 36 %.

Quand ils ne souhaitent pas s'installer rapidement après leur formation, 67 % des apprenants souhaitent travailler en tant que salariés dans une entreprise agricole ou

viticole, 13 % souhaitent s'insérer dans le secteur agricole mais en dehors d'une exploitation agricole et 4 % souhaitent s'engager dans un tout autre secteur.

Le fait que leur **futur travail soit intéressant** est le critère premier pour les apprenants (99 % considèrent ce critère comme très, ou assez, important). Il faut ensuite que ce futur travail **corresponde à leurs valeurs** (96 %) et que les apprenants puissent être **autonomes** (96 %). On trouve ensuite les critères de **stabilité** et de **rémunération** qui sont importants, respectivement 91 % et 89 % des apprenants les jugent très ou assez importants. Les possibilités d'évolutions professionnelles (87 %), l'utilité du travail pour la société (81 %), le contact avec la nature (85 %) sont également des critères dont tiennent largement compte les apprenants. Le fait d'occuper un travail qui laisse du temps libre est important pour sept apprenants sur dix. Enfin, les critères les moins plébiscités sont ceux du travail en équipe (65 %) et le fait d'être son propre chef (65 %).

Près d'un tiers des apprenants sont inquiets pour leur avenir professionnel. Quand ils sont inquiets, les apprenants citent le **dérèglement climatique** (57 %) et le **niveau de salaire** (53 %) comme principales sources d'inquiétude.

L'avenir professionnel dans un contexte de dérèglement climatique

63 % des apprenants sont en accord avec l'affirmation « le secteur agricole va devoir s'adapter au dérèglement climatique ».

Seul un apprenant sur dix considère qu'il sera en mesure d'agir beaucoup dans son futur métier pour répondre au défi climatique et 45 % estiment qu'ils pourront agir un peu. Ce sont donc au total 44 % qui pensent ne pas pouvoir agir dans leur futur métier pour répondre au défi climatique.

Parmi les leviers proposés pour répondre au défi climatique, le plus plébiscité par les apprenants est « la meilleure compréhension du vivant » (91 %).

Propositions des apprenants sur ce que peuvent ou pourraient mettre en place les entreprises agricoles pour s'adapter au dérèglement climatique

Une partie des apprenants des formations du secteur de la production proposent des leviers pour que les entreprises du secteur agricole s'adaptent et/ou atténuent le dérèglement climatique.

Quelques-uns d'entre eux n'apportent pas de préconisations soit par ce qu'ils considèrent que le secteur n'est pas concerné ou que les agriculteurs ont des pratiques plutôt exemplaires.

De nombreux apprenants font des préconisations sur :

- l'adaptation de pratiques agricoles pour réduire la vulnérabilité de l'activité agricole ;
- la réduction des sources de pollution ;
- la réduction de la pression sur la ressource naturelle ;
- l'évolution vers des pratiques agro écologiques (travailler moins ou mieux le sol, recourir à l'agroforesterie, respecter le vivant...);
- l'évolution des dynamiques territoriales et des orientations des politiques publiques ;
- le développement de conseil et de formation auprès des agriculteurs et du grand public.

L'éventail de propositions varie, **allant de l'adaptation contrainte (réduire sa vulnérabilité) à la reconception d'un système agricole et alimentaire global**. Une analyse plus fine permettrait de vérifier le degré d'engagement des apprenants vers des systèmes agri-alimentaires plus durables en fonction de l'âge, la spécialité de formation, le niveau d'expérience...

La satisfaction et les attentes vis-à-vis de la formation

84 % des apprenants considèrent que leur formation répond à leurs attentes. Les apprenants des spécialités du secteur de la production sont plus positifs que ceux de transformation (85 % contre 75 %). Ce sont les apprenants de bac professionnel deuxième année et BTSA deuxième année qui sont les moins positifs, respectivement 24 % et 21 % trouvent que la formation ne répond pas trop ou pas du tout à leurs attentes.

Les apprenants se sentent (très) bien préparés pour poursuivre des études dans de bonnes conditions (90 % de satisfaits) et à devenir un futur professionnel compétent (88 % de satisfaits). **En revanche, ils se sentent le moins bien préparés à répondre au défi du dérèglement climatique** dans leur futur métier (66 %).

63 % des apprenants considèrent que les enjeux (agro)écologiques sont au cœur de leur formation ou sont abordés dans plusieurs de leurs cours. C'est en BTSA que les apprenants sont au plus fait de ces enjeux au sein de l'exploitation ou de l'atelier de leur établissement.

Proposition des apprenants sur ce qui devrait évoluer dans la formation ou dans l'établissement pour mieux être préparé à répondre au défi du dérèglement climatique

Parmi les apprenants, si quelques-uns considèrent que le sujet du dérèglement climatique est déjà suffisamment présent **et** abordé dans leur établissement, **nombreux pensent qu'ils ont besoin de renforcer la connaissance sur ces enjeux¹** :

- pour mieux comprendre les causes et conséquences du dérèglement climatique et comment il est possible d'agir ;
- pour faire évoluer leurs pratiques, même s'ils ne savent pas toujours encore comment.

Selon les apprenants, ces approfondissements sont ou pourraient être apportés :

1/ dans les formations et dans les partenariats avec les professionnels et la recherche :

- en renforçant certains cours : écologie, lien au climat, agronomie... ;
- en s'appuyant davantage sur la pratique et des mises en situations ;
- en étant davantage en contact avec ceux qui innovent et/ou ont des pratiques vertueuses.

2/ au niveau de l'établissement lui-même :

- en développant des actions sur la réduction des déchets, de l'utilisation l'énergie au sein des différents espaces de l'établissement ;
- en sensibilisant « tout le monde » voire en créant des temps dédiés sur le dérèglement climatique au-delà des cours, sur des séances régulièrement animées au sein de l'établissement.

¹ Ces points sont très en phase avec certaines recommandations faites pour l'enseignement supérieur (Jouzel J., Abbadie L.(dir), 2022. *Sensibiliser et former aux enjeux de la transition écologique et du développement durable dans l'enseignement supérieur*. Rapport pour le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/sensibiliser-et-former-aux-enjeux-de-la-transition-ecologique-dans-l-enseignement-superieur-83888>